



Pôle de Renaissance Communiste en France

La SNCF dans le collimateur de Macron-Thatcher, de l'UE et du MEDEF ! Défendons nos chemins de fer publics !

Supprimer les régimes spéciaux de retraite des cheminots : c'est le nouveau coup que Macron et son pouvoir ont annoncé vouloir porter au monde du travail. Dans un entretien avec le journal de la direction de la SNCF, Macron a ainsi déclaré dans ce qu'il faut bien appeler une déclaration de guerre aux cheminots : « Nous demandons à la SNCF d'aller plus loin sur les réformes, le statut, la mobilité, le régime de retraite »

En clair, Macron veut supprimer dès 2018 les régimes spéciaux de retraite des cheminots pour les aligner sur le régime général, repoussant ainsi progressivement à 67 ans l'âge de départ à la retraite des cheminots, en particulier des roulants. Pour tenter de faire avaler la pilule, l'ex-banquier et homme du MEDEF, prétend que ce sacrifice porté uniquement par les travailleurs du rail serait indispensable pour que la SNCF puisse supporter la dette de 44,9 milliards de SNCF Réseau et de 8 milliards d'euros de SNCF Mobilités, avec une prise en charge par l'État.

Le but de la manœuvre : financer la privatisation de la SNCF avec les salaires des cheminots et les impôts des Français.

Sauf qu'il faut rappeler qu'a priori, dès la libéralisation du secteur ferroviaire imposée par l'UE, rien n'indique que l'État puisse reprendre la dette de SNCF Mobilités. Surtout que cette dette est le résultat non pas des salaires des cheminots mais de la politique de l'entreprise publique et des choix d'investissement portés par les gouvernements. Acquisition tous azimuts, développement dans le secteur routier (frets et autocar). Mais également le choix de la privatisation rampante de l'entreprise à travers les coûteux investissements en PPP. Ou

encore les coûteuses campagnes de pub en vue de l'ouverture à la concurrence imposée par la Commission Européenne.

Non, cette manœuvre ne vise pas à développer la SNCF : l'État n'a aucunement besoin de toucher aux retraites des cheminots pour reprendre la dette de SNCF Réseau (ex RFF) qui est une dette de la responsabilité de l'État. En revanche cette dette est un frein important à la privatisation de la SNCF. Il s'agit donc d'une part



s'agit donc d'une part de *nationaliser les dettes de la SNCF pour privatiser ses bénéfices*. Dans une opération strictement similaire à ce qui a été fait avec les sociétés d'autoroutes, revendues à vil prix une fois leurs dettes épongées par les français. C'est cela le *capitalisme monopoliste d'État* : un banquier-président qui brade le patrimoine de la nation à ses amis banquiers,

patrons et milliardaires.

Et pour pousser le cynisme jusqu'au bout, pour rendre la SNCF plus profitable pour ses futurs propriétaires privés, sous prétexte d'ouverture à la concurrence – une mesure imposée par l'UE, cette machine à exploiter les travailleurs et à piller le patrimoine public à travers des privatisations scandaleuses – Macron pousse les feux de la suppression des droits des cheminots, de la baisse effective de leurs salaires.

Une attaque plus générale contre l'ensemble des régimes de retraites.

Cette attaque fait partie d'un nouveau plan de casse des retraites par répartition dont la Commission Européenne exige la mise en œuvre – l'ordre figure

en toute lettre dans les Recommandations par Pays adressées chaque printemps au gouvernement français par Bruxelles. Dès 2018 – à nouveau par ordonnances – Macron compte ainsi s'en prendre aux régimes de retraites, à l'assurance-chômage.

Décidément, un **mouvement social puissant**, pas seulement des cheminots, mais de tous les travailleurs (privé, public, retraités, chômeurs, étudiants voués à l'« ubérisation », etc.) est nécessaire pour arrêter cette euro-liquidation de la Nation, des droits des travailleurs au profit de l'oligarchie capitaliste. Plus d'illusion sur l'« Europe sociale » : cette UE est entièrement tournée contre l'indépendance nationale et contre les acquis sociaux, et maintenant contre les étudiants et lycées (fin du bac national comme premier grade universitaire). Il faut en sortir par la gauche de l'euro et de l'UE (ce que refusent tous les partis capitalistes, FN inclus) pour nationaliser le CAC-40, étendre la démocratie, coopérer avec tous les continents !

Alors ne restons pas spectateurs, ne rouspétons pas contre les grévistes qui ont le courage de se battre. Au contraire, rejoignons les manifs et construisons le tous ensemble et en même temps qui peut et doit arrêter ce président ultraminoritaire élu par moins de 18% des électeurs et battant déjà des records d'impopularité. Ne disons pas « c'est impossible », c'est possible si nous, si TU le veux !

#sécurité
#économie
#écologie

Tous ensemble défendons notre SNCF 100% publique

www.initiative-communiste.fr

Soutenez le PRCF, rejoignez son combat révolutionnaire !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

